

La version officielle du génocide rwandais remise en cause aux USA

@rib News, 06/01/2011 Paul Kagamé : « Our Kind of Guy » Par Edward S. Herman*, David Peterson* Source : ZMagazine (Etats-Unis) / Traduction : Dominique Arias Et si nous n'avions rien compris aux massacres qui ont ravagé le Rwanda ? Pour Edward S. Herman et David Peterson, il ne serait pas agi d'un génocide des tutsis par le Hutu Power, mais d'une guerre secrète des Etats-Unis ayant coûté la vie tout autant à des hutus qu'à des tutsis. Au centre de sanglant : l'impérialisme Paul Kagamé. [Légende de la photo : Bill Clinton et « Our Kind of Guy », Paul Kagamé un haut responsable de l'Administration Clinton utilisait au sujet du Président indonésien Suharto, alors en visite officielle à Washington, l'expression « Our kind of guy » [1] [2]. Il parlait d'un dictateur avide et brutal, auteur de deux génocides premier en Indonésie, le second au Timor Oriental mais dont les exactions avaient en occurrence débarrassés le pays de la menace gauchiste, qui avait aussi fait de l'Indonésie un « client et un allié aligné militairement sur l'Occident et qui avait ouvert la porte aux investisseurs étrangers » si l'on veut que soit sa commission préalable sur toutes les transactions. La première phase de ce double génocide (1965-1966) [3] servant merveilleusement les intérêts des Etats-Unis dans la région, elle fut naturellement saluée par l'establishment politique et médiatique US. Au lendemain même du bain de sang, Robert McNamara appela cette transformation drastique du pays à « les dividendes » de l'investissement militaire US dans la région [4]. James Reston, du New York Times, salua pour sa part dans l'ascension de Suharto à « une aura radieuse se levant sur l'Asie » [5].

Manifestement, le président rwandais Paul Kagamé est lui aussi « Our kind of guy » : également auteur d'un double génocide, à l'instar de Suharto, Kagamé a débarrassé le Rwanda de toute menace sociale ou démocratique avant d'aligner fermement sur l'Occident, livrant lui aussi le pays aux investisseurs étrangers. Plus tard, et pour plus de profit encore, Kagamé a facilité le pillage des ressources du Zaïre voisin et ouvert des opportunités d'investissement pour ses propres associés et les investisseurs nord-américains ou européens, dans cet immense réservoir de ressources minières d'Afrique centrale rebaptisé République Démocratique du Congo (RDC), en 1979, lors de la Première Guerre du Congo (1996-1998). Pendant des années, les médias occidentaux ont fait de Kagamé le sauveur du Rwanda, celui qui aurait soi-disant mis fin au génocide de 1994 perpétré contre sa propre minorité ethnique, les tutsis, par les hutus, majoritaires dans le pays [6]. Ses supporters et lui-même n'ont d'ailleurs cessé de présenter l'invasion du Zaïre par les troupes du Front Patriotique Rwandais (FPR) comme la légitime volonté de traquer sans relâche les génocidaires Hutus qui avaient fui le Rwanda pendant le conflit, puis suite à la prise de pouvoir de Kagamé. Depuis longtemps considérée comme fallacieuse par des dissidents marginalisés, cette excuse est enfin publiquement mise en cause et jusqu'au sein même de l'establishment, à la suite d'une fuite dans la presse [7], puis de la vaste mise en circulation d'un pré-rapport de l'ONU à l'attention du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme [8]. Non seulement le rapport dresse l'inventaire des exactions massives commises en RDC sur une période de dix ans, mais c'est précisément au FPR qu'il attribue la responsabilité des plus graves d'entre elles. « Nul ne saurait nier que des massacres ethniques aient effectivement été perpétrés et que la majorité des victimes aient été des hutus du Burundi, du Rwanda et du Zaïre » explique ce rapport, citant les résultats d'une enquête de l'ONU de 1997 (parag. 510). Et lorsqu'on demande, à l'échelle à laquelle ces crimes ont été commis et le grand nombre des victimes », de même que la nature systématique des attaques contre les hutus qui ont été inventoriées, en particulier dans le Nord Kivu et le Sud Kivu, suggèrent qu'il y a eu prémeditation et qu'on y a suivi une méthodologie précise » (parag. 514). Dans le cadre consacré au crime de génocide, le rapport conclut : « Les attaques systématiques dans presque tout le pays, lesquelles visaient un très grand nombre de réfugiés hutus du Rwanda et de membres des populations civiles hutues, se traduisant par leur extermination, révèlent un grand nombre de circonstances aggravantes qui, si elles devaient être prouvées devant une cour compétente, pourraient alors être qualifiées de crimes de génocide » (parag. 517) [9].

Comme l'expliquait Luc Cote, ancien investigateur et directeur du bureau régional au Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) : « Pour moi, c'était ahurissant, je voyais au Congo une manière de procéder que j'avais déjà vue au Rwanda. C'était la même chose. Il y a des dizaines et des dizaines d'incidents où l'on retrouve la même manière de procéder. C'était fait de façon systématique » [10]. Mais ce n'était pas la première fois qu'on dénombrait des opérations génocidaires de Kagamé au Rwanda et en RDC. Bien avant l'enquête de 1997 évoquée ci-dessus, l'ancien Robert Gersony devant l'ONU, en 1994, dont la version écrite a pu être conservée, faisait déjà état de « des opérations systématiques sur de longues périodes et de persécutions de populations civiles Hutues par le [FPR] », dans le Sud du Rwanda entre avril et août 1994, ainsi que de « des massacres indiscriminés à grande échelle, d'hommes, de femmes, d'enfants, malades et vieillards compris ». Dans ce rapport, Gersony estimait entre 5 000 et 10 000 le nombre de hutus exterminés chaque mois depuis avril 1994. « Il apparaissait que la grande majorité des hommes, des femmes et des enfants qui étaient tués dans ces opérations, ne l'étaient que parce que le hasard les avait fait tomber entre les mains du [FPR]. » [11]. Il est important de souligner qu'à l'époque, les membres de cette commission d'enquête n'ont pu accéder qu'aux seuls membres de la Commission », lesquels s'empressèrent d'ailleurs d'en enterrer implicitement les conclusions [12] » comme en témoigne la lettre de M. François Fouinat sur le HCR à l'attention de Mme B. M. Abram de la Commission d'experts, 11 octobre 1994. Parmi les nombreux rapports de l'ONU sur la RDC, le second volume de rapports du Panel d'Experts des Nations Unies sur l'Exploitation illégale des ressources naturelles et autres types de richesses en République Démocratique du Congo est particulièrement intéressant. Les experts de l'ONU y estimaient que, jusqu'en septembre 2002, on pouvait dénombrer quelque 3 millions et demi de morts en excès [par rapport à la normale en temps de paix] dans les cinq provinces de l'Est du Congo, à conséquence directe de l'occupation de la RDC par le Rwanda et l'Ouganda » (parag. 96). Ce rapport rejetait en outre l'excuse du régime de Kagamé, laquelle le maintien d'une partie de ses troupes à l'Est du Congo se trouvait justifié par la nécessité de défendre le Rwanda contre des forces hutues qui terrorisaient les régions frontalières et menaçaient de les envahir. En réalité,

«Â l'objectif est de long terme est de sécuriser leurs conquêtes», rapportait le rapport (parag 66) [13] bien que personne n'ait jamais ordonné la suppression de ce rapport, contrairement à celui de Gersony, les médias occidentaux occultent totalement. Pourtant, ces 3 millions et demi de morts en trop dépassaient largement le nombre maximum de victimes imputables aux auteurs présumés du «génocide du Rwanda» de 1994. De toute évidence, cette occultation tient au fait que le régime de Kagame est avant tout un régime client des USA, dont les sanglantes opérations au Congo s'accordaient parfaitement à la politique états-unienne d'ouverture en force du pays aux appétits des affairistes et du secteur minier US et occidental. Interrogé sur les fuites de ce rapport, Philip Crowley, assistant du secrétaire d'État US alla jusqu'à reconnaître : «Nous avons effectivement un lien particulier avec le Rwanda, en dehors de la tragique histoire du génocide et d'autres événements des années 1990. Le Rwanda a joué un rôle constructif dans la région récemment. Il a joué un rôle important dans un grand nombre de missions de l'ONU. Il nous aide dans notre intention d'aider les forces armées à se professionnaliser. Et nous y mettons le paquet dans différentes régions du monde. Nous y avons donc engagé le Rwanda» [14]. A l'époque, Crowley et compagnie n'avaient pas vraiment la peine de chercher à jeter un voile sur ce pré-rapport de l'ONU. Mais un autre côté, il y avait tous les autres rapports de l'ONU concernant les massacres de civils par Kagame, au Rwanda comme en RDC, dont aucun n'avait jamais donné la moindre réaction discernable de la part des USA ou de l'ONU (en dehors de la flexe d'occultation évoquée ci-dessus). Se pourrait-il qu'on ait salué dans ces massacres la conduite honorable de ces «forces armées professionnalisées» comme cela avait été le cas pour les forces professionnelles de Suharto en Indonésie ou pour tant d'autres troupes américaines du Sud, formées aux USA et fraîchement sorties de l'École des Amériques ? Se pourrait-il que ce soit aussi n'aient été que des «dividendes» et «une aura radieuse» à l'en Afrique ? Il n'est pas inutile de noter que le premier article paru dans le New York Times au sujet du pré-rapport de l'ONU signé Howard French traitait principalement de la difficulté qu'on rencontrait à le rendre public. Les premières fuites avaient paru en France, dans Le Monde, et provenaient de personnels de l'ONU qui craignaient que ses parties les plus critiques ne soient supprimées avant sa parution. L'ONU avait dû juger nécessaire de soumettre ledit pré-rapport au gouvernement de Kagame, qui donne son point de vue [15], et sa virulente dénonciation de ce document «outrageant» tenait bien évidemment un paragraphe entier de l'article du New York Times. Comme l'expliquait French, depuis sept mois, des difficultés empêchaient la publication de ce rapport, du fait d'objections d'un gouvernement «qui bénéficie depuis longtemps du puissant soutien diplomatique des USA et de la Grande-Bretagne» [16]. Sans doute les médias et le personnel de l'ONU furent-ils aiguillonnés par le remarquable score de 93% des votes qui couronna la réélection de Kagame le 9 août 2010, fort du soutien unanime des hutus rwandais, dont il exterminait massivement les compatriotes ethniques et cousins en RDC. Cette réélection bénéficia d'assez de battage médiatique pour replacer le Rwanda à la une de la presse internationale, ne fut-ce que brièvement. Même l'administration US se dit assez «préoccupée» par «ce qui dénote de la part du gouvernement rwandais, une volonté de limiter la liberté d'expression» [17], insistant sur l'absence de formes volontaires. Supposons qu'on découvre aux Nations Unies quelque preuve tangible que le président du Venezuela, Hugo Chavez, a fait massacrer dans un pays voisin des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, sans épargner les vieillards et les blessés. Peut-on imaginer l'ONU demandant alors à Chavez son opinion sur un pré-rapport dénonçant ses activités, non sans l'assurer de son soutien pendant au moins sept mois, avant qu'une fuite ne soit finalement publiée dans la presse ? Soulignons au passage que Howard French et les journalistes du Monde ou d'autres grands médias occidentaux n'abordent jamais ce probable génocide en RDC sans le justifier tant soit peu en l'inscrivant systématiquement dans le contexte du génocide rwandais de 1994, où le prétendu sauveur providentiel, Kagame, aurait mis fin aux hémorragies de tutsis organisées par les hutus. Comme l'a critiqué French conformément à la ligne du parti occidental «en 1994, plus de 800 000 personnes, pour la plupart membres du groupe ethnique tutsi, avaient été massacrées par les hutus» [18]. Ici, comme dans la plupart des reportages des grands médias occidentaux, il y a au départ un premier génocide, celui des tutsis par les hutus, auquel semble d'ordinaire avoir répondu ensuite un second génocide perpétré cette fois par les tutsis contre les hutus. Mais ce prétendu contexte repose entièrement sur un mensonge monumental de l'establishment au sujet du premier génocide, et à y regarder de près, la prodigieuse difficulté qu'il y a aujourd'hui à faire passer l'information concernant les massacres de masse qui ont ensanglanté la RDC manifestement pas sans rapport avec ce mensonge. En d'autres termes : dès lors que Kagame est au service des intérêts des USA et d'autres puissances impériales occidentales, pour les responsables occidentaux et les médias, la documentation concernant les crimes qui lui sont imputables ne mène absolument pas qu'on s'y attarde. La volonté qu'Howard French et consorts ne peuvent reconnaître, c'est que le véritable génocide de 1994 était, lui aussi, fondamentalement l'œuvre de Paul Kagame, fort du soutien de Bill Clinton, des Britanniques, des Belges, de l'ONU et des médias [19]. Bien qu'il se maintienne au pouvoir principalement par la force, l'hégémonie régionale de Kagame est fondamentalement du mythe qui l'institue en sauveur du Rwanda [20]. Or il a d'ailleurs fait de la «négligence de génocide» un crime majeur. La version officielle du «génocide rwandais» n'est pas contestable au Rwanda, ceux qui mettent en cause son pouvoir peuvent être aussitôt accusés de «négligence de génocide» et de «divisionnisme», et être poursuivis pour crimes contre l'État du Rwanda. C'est sur cette base que l'avocat Peter Erlinder, principal avocat de la défense au TPIR a été arrêté en mai 2010, dès son arrivée au Rwanda où il venait défendre Victoire Ingabire Umuhoya, candidate d'un parti d'opposition Hutu, elle aussi écroulée et interdite de se présenter aux élections. Bien qu'Erlinder ait été libéré sous caution en juin, son arrestation et la répression systématique de l'opposition et de leurs candidats la veille des élections du mois août ont été très embarrassantes pour les défenseurs de l'image consacrée du sauveur du Rwanda [21]. Concernant le caractère mythique de cette version officielle : il est communément admis que l'acte déclencheur du premier génocide fut l'attentat à l'ONU par l'appareil qui ramenait à Kigali les présidents hutus du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira. Il y a pléthore de preuves attestant que cet attentat a été organisé par Paul Kagame. C'est prouvé par ce qu'il avait conclu Michel Hourigan, investigateur commandité par le TPIR et qui enquêtait sur le sujet en 1996 [22]. Ma

le rapport d'enquête qu'il présentait Louise Arbour fut laissé de côté de sa consultation avec des commissaires Unis, et pendant les treize années qui suivirent, le TPIR se dispensa d'enquêter davantage sur cet événement. Pourquoi donc le TPIR, instance créée par un Conseil de Sécurité largement dominé par les USA, aurait-il ainsi laissé tomber une telle affaire si les preuves qu'il apportait le dossier n'avaient directement mis en cause le FPR et son leader, Paul Kagame, client et serviteur des USA ? La conclusion d'une autre enquête, encore plus détaillée et dirigée par le juge français Jean-Louis Bruguière sur ce même événement déclencheur, est que Kagame avait besoin de « l'appui physique » d'Habyarimana, pour s'emparer du pouvoir au Rwanda avant les élections présidentielles exigées par les Accords d'Arusha. Ces élections, Kagame n'avait littéralement aucune chance de les remporter car son groupe ethnique d'origine, les tutsis, était numériquement de très loin inférieur à celui des hutus [23]. Bruguière souligna aussi qu'au Rwanda, en 1994, la seule force parfaitement organisée et prête à frapper était le FPR. Politiquement faible mais militairement fort, le FPR de Kagame frappa d'ailleurs effectivement et, dans les deux heures qui suivirent l'assassinat d'Habyarimana, son attaque générale contre le gouvernement du Rwanda fut déclenchée dans tout le pays. On peut donc en déduire que les dirigeants du FPR savaient d'avance ce qui allait se passer et se tenaient prêts à agir, leur réaction ayant été planifiée et organisée à l'avance. Inversement, il semble que les planificateurs hutus de la version mythique que l'establishment donne de ces événements étaient plutôt désorganisés, dépassés et furent rapidement surpris. En moins de cent jours, Kagame et le RPF avaient pris le contrôle du Rwanda. A supposer que l'attentat fut effectivement la pièce maîtresse du vaste plan de conquête et de génocide du Hutu Power, la suite des événements aurait demandé aux hutus un prodige d'incompétence. Tout devient en revanche infiniment plus logique si l'attentat fut perpétré par les hommes de Kagame dans le cadre de leur stratégie de prise du pouvoir. Kagame a été formé à Leavenworth, au Kansas [24]. Il a ensuite constamment bénéficié d'un soutien diplomatique et matériel des USA, et le jour où il a pris le commandement du FPR, au lendemain de l'invasion du Rwanda par l'Ouganda et le FPR, en octobre 1990 [25] a été un acte d'agression caractéristique qui resta néanmoins un incident mineur aux yeux du Conseil de Sécurité de l'ONU jusqu'à l'assaut final contre l'Etat Rwandais, qui commença le 6 avril 1994. Au cours de cet assaut, le génocide était supposé avoir commencé depuis longtemps, les membres restants du gouvernement rwandais pressèrent l'ONU d'envoyer davantage de Casques Bleus au Rwanda pour contenir les violences. Mais Paul Kagame voyant sa victoire assurée, ne tenait pas spécialement à voir davantage de Casques Bleus au Rwanda et fut surpris ! Les Etats-Unis s'opposèrent fermement à l'envoi de troupes onusiennes supplémentaires. Le Conseil de Sécurité réduisit drastiquement le contingent de Casques Bleus au Rwanda ce qui, en fait, ne colle pas vraiment avec la version officielle, selon laquelle la principale responsabilité de ces 100 jours de massacres est imputable au Hutu Power et à son extermination planifiée. Les excuses de Bill Clinton, en 1998, au nom de la « communauté internationale » pour n'avoir pas agi assez rapidement après le début des massacres [26] sont une hypocrisie absolument inouïe. Loin d'avoir failli à un prétendu objectif humanitaire, quelle n'eût jamais eu, l'administration Clinton a au contraire encouragé la conquête du Rwanda par Kagame, et partagé pleinement avec lui la responsabilité des exactions commises au Rwanda et de celles dont le FPR s'est si fièrement couvert en RDC pendant tant d'années. [Légende de la photo : Après le chassé le clergé catholique accusé de soutien au génocide, Paul Kagame a installé 2 000 missionnaires évangéliques formés par le pasteur Rick Warren, et proclamé le Rwanda « nation conduite par Dieu ». Barack Obama a choisi le pasteur Warren pour présider la partie religieuse de sa cérémonie d'investiture.] Pour ce qui est des preuves des massacres, il n'y a bien sûr pas le moindre doute que de très nombreux tutsis ont été tués, quoique manifestement des poussées de violence sporadiques, localisées et vengeresses, plutôt que dans l'exécution méthodique d'une opération planifiée par les dirigeants hutus. En réalité, seules les forces de Kagame semblent avoir exterminé de façon systématique et planifiée. Mais l'ONU et les Etats-Unis ont tout fait pour minorer ces tueries. Non seulement le rapport Gersony, de 1994, sur les massacres de Hutus fut envoyé aux oubliettes par l'ONU, mais un mémorandum interne du secrétariat d'Etat US daté de septembre 1994, et qui faisait clairement état de « quelque 10 000 civils hutus par mort ou davantage » exterminés par les forces tutsies, serait lui aussi définitivement passé à la trappe si Peter Erlinder ne l'avait exhumé et produit comme pièce à conviction devant le TPIR [27]. Lorsque les universitaires américains Christopher Davenport et Allan Stam, initialement chargés par le TPIR de documenter les massacres commis au Rwanda en 1994, arrivèrent à la conclusion que « la majorité des victimes étaient hutues et non tutsies », on s'empressa de les congédier. « Les massacres dans les zones contrôlées par les FAR [Forces Armées Rwandaises] semblaient augmenter à mesure que le [FPR] s'enfonçait dans le pays et annexait davantage de territoires », écrivent-ils, « sur ce qu'ils considéraient comme les résultats les plus choquants » de leur recherche. « Lorsque [le FPR] avançait, les massacres de masse augmentaient. Lorsqu'il s'arrêtait, les massacres de masse diminuaient considérablement » [28]. N'aurait-il pas été invraisemblable que les forces tutsies de Kagame, les seules forces réellement organisées à l'intérieur du Rwanda en 1994, dont les avancées s'accompagnaient systématiquement de vagues de massacres et qui furent capables de conquérir le Rwanda en une centaine de jours à peine, aient été incapables d'empêcher que le nombre de tutsis massacrés ne dépasse largement le nombre de hutus tués, comme le revendique la version officielle du « génocide rwandais » ? C'est effectivement incroyable et ce devrait être clairement reconnu comme un pur mythe de propagande. D'ailleurs, ce mythe n'est pas compatible non plus avec les proportions réelles de la population rwandaise. Nous nous bornerons à reprendre ici textuellement ce que nous avons déjà démontré ailleurs [29] (voir tableau 1 ci-dessous), selon le recensement national officiel de 1991, peu avant le génocide la population du Rwanda était composée de 91,4 % de Hutus, 8,4 % de tutsis, 0,4 % de twa et 0,1 % de représentants d'autres groupes ethniques. De sorte que sur un total de 7 099 844 habitants en 1991, la minorité tutsie ne représentait au Rwanda que 596 387 personnes, pour une population hutue de 6 467 958 habitants. En outre, comme le soulignent Davenport et Stam dans leur article du Miller-McCune, l'organisation IBUKA des survivants tutsis du génocide estime à environ 300 000 le nombre de tutsis ayant survécu aux massacres de 1994. Ce qui signifie que « sur 800 000 à un million de victimes supposées du génocide, plus de la moitié étaient hutus ». Et il semble même extrêmement

probable que ce soit largement plus de la moitié des personnes massacrées au Rwanda entre avril et juillet 1994, qui étaient en réalité des hutus [30]. Et bien évidemment, après la prise de pouvoir du FPR, en juillet 1994, les massacres de hutus à l'intérieur même du Rwanda comme en RDC continuèrent de plus belle pour une décennie et demi de plus. Conclusion Les politiques états-uniennes dans le Tiers-monde font montre d'une remarquable continuité, hélas ! sorte qu'un représentant de l'administration Clinton pouvait bien appeler à « Our kind of guy » un véritable bouc comme Suharto, qui n'en bénéficia pas moins d'un soutien indéfectible des USA pendant 33 longues années, sous présidences successives de Johnson, Nixon, Ford, Carter, Reagan et Clinton, jusqu'à la chute de son régime, en 1998, pleine crise asiatique. Dans un contexte plus récent et qui s'étend de 1990 à nos jours, Paul Kagame, un criminel de guerre bien plus impitoyable encore, fut assuré du soutien de George Bush 1er, de Bill Clinton, de George Bush II, puis à présent de Barack Obama (dont le secrétaire d'Etat adjoint n'a même pas pris la peine de jeter un œil au rapport de l'ONU mettant en cause Kagame pour les massacres de masse commis en RDC). De même, il n'est pas intéressant d'observer le traitement si aimable que les médias occidentaux continuent de réserver à cet autre « Our kind of guy » réputé de gauche, Philip Gourevitch, du New Yorker, allait même jusqu'à le comparer à Abraham Lincoln (dans son ouvrage de 1998 : Nous souhaitons vous informer que demain nous serons tués avec nos familles.), et Stephen Kinzer publia, lui, une véritable hagiographie de cet étonnant agent de la puissance américaine (Les Mille Collines : La renaissance du Rwanda et l'homme qui l'a sauvé [2008]). Cette affaire de fuite d'un rapport de l'ONU et la traque publicitaire qu'aura valu à Kagame son simulacre de réélection, en août 2010, imposeront-ils aux médias occidentaux un peu plus honnêtement critiques à l'égard de cet exterminateur made in USA ? Rien n'est moins sûr, y compris ces services qu'il rend à la super-puissance US en Afrique, et vu combien l'establishment US semble profondément attaché à une version officielle qui pendant tant d'années a protégé et même sanctifié l'homme qui avait tué et David Peterson ont récemment publié The Politics of Genocide, [Monthly Review Press, avril 2010], dont la version française cherche un éditeur francophone. Edward S. Herman Professeur Émérite de Finance à la Wharton School, Université de Pennsylvanie. Economiste et analyste des médias de renommée internationale, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont : Corporate Control, Corporate Power (1981), Demonstration Elections (1984, avec Frank Brodhead), The Real Terror Network (1982), Triumph of the Market (1995), The Global Media (1997, avec Robert McChesney), The Myth of The Liberal Media : an Edward Herman Reader (1999) et Degraded Capability : The Media and the Kosovo Crisis (2000). Son ouvrage le plus connu, Manufacturing Consent (avec Noam Chomsky), paru en 1988, a été réédité en 2002. David Peterson Journaliste indépendant et chercheur, basé à Chicago. Il a écrit de nombreux articles en collaboration avec Edward Herman. La population Rwanda en 1991. Mise en évidence de ses deux principales composantes ethniques [31] Prefectures Hutus Tutsis Total [32] Butare 618 172 (82,0%) 130 419 (17,3%) 753 868 Byumba 761 966 (98,2%) 11 639 (1,5%) 775 933 Cyangugu 489 238 (88,7%) 57 914 (10,5%) 551 565 Gikongoro 401 997 (86,3%) 59 624 (12,8%) 465 814 Gisenyi 708 572 (96,8%) 21 228 (2,9%) 731 996 Gitara 764 920 (90,2%) 78 018 (9,2%) 848 027 Kibungo 596 999 (92,0%) 49 966 (7,7%) 648 912 Kibuye 398 131 (84,8%) 69 485 (14,8%) 469 494 Kigali 822 314 (90,8%) 79 696 (8,8%) 905 632 Kigali City [33] 180 550 (81,4%) 39 703 (17,9%) 221 806 Ruhengeri 760 661 (99,2%) 3 834 (0,5%) 766 795 TOTAL 6 467 958 (91,1%) 596 387 (8,4%) 7 099 844 Urbains 313 586 (83,9%) 57 186 (15,3%) 373 762 Ruraux 6 154 365 (91,5%) 558 265 (8,3%) 6 726 082 [1] Ndt : le genre de type qu'on apprécie, notre genre de type. [2] « Real Politics : Why Suharto Is In and Castro Is Out », par David E. Sanger, New York Times, 31 octobre 1995. Sanger écrivait le soutien de l'administration Clinton à Suharto de la façon suivante : « Lorsque [Suharto] est arrivé à la Maison Blanche, le vendredi [27 octobre] en visite privée chez le président, le cabinet présidentiel était archi-comble. Ses bousculaient tous les plus hauts représentants venus lui souhaiter la bienvenue. Ses trouvaient notamment le vice-président Al Gore, le secrétaire d'Etat Warren Christopher, le général John Shalikashvili, chef de major interarmes, Ronald H. Brown, secrétaire d'Etat au Commerce, Mickey Kantor, représentant de la Chambre de Commerce des USA, Anthony Lake, conseiller à la Sécurité Nationale, et bien d'autres. « Il ne restait pas une seule chaise de libre dans la salle », raconta l'un des participants. « Personne au monde ne traitait les Indonésiens ainsi et ça en disait long sur la manière dont nos priorités dans le monde avaient évolué. [L'Indonésie est] le dernier émergent : quelque 13 000 îles, une population de 193 millions d'habitants et un taux de croissance de plus de 7% par an. Le pays reste archi-corrompu, la famille de M. Suharto contrôle toutes les plus importantes entreprises du pays et leurs complices de Jakarta pourraient payer très cher de leur faire concurrence ou de leur porter ombrage. Mais M. Suharto, contrairement aux Chinois, s'est montré perspicace en comblant Washington de satisfaction. Il a dirigé l'économie, ouvert l'Indonésie aux investisseurs étrangers et emporté les Japonais, principaux pourvoyeurs d'exportation en Indonésie, de s'accaparer plus d'un quart des marchés d'importations dans l'alimentaire. [à] comme on les aime (our kind of guy), déclarait un haut responsable de l'Administration, qui intervient fréquemment sur les politiques asiatiques des USA ». [3] « 1965 : Indonésie, laboratoire de la contre-insurrection », par Paul Labarique, Réseau Voltaire, 25 mai 2004. [4] Concernant Robert McNamara, voir Noam Chomsky, Year 501 : The Conquest Continues (Boston : South End Press, 1993), p. 126. [Noam Chomsky, La Conquête Continue, trad., Paris, L'Herne, 2007] « Particulièrement rentable », note Chomsky « ce qui pourrait tout à fait faire référence à l'histoire de la prise de pouvoir de Paul Kagame » à « était le programme consistant à envoyer les militaires indonésiens en formation dans les écoles de guerre américaines où on leur enseignait ce qu'ils allaient si magnifiquement mettre en application par la suite. C'étaient les facteurs extrêmement significatifs pour déterminer l'orientation favorable de la nouvelle élite politique indonésienne (à savoir l'armée), insista McNamara » (p. 126). [5] « A Gleam of Light in Asia », par James Reston, New York Times, 19 juin 1966. [6] L'ouvrage le plus systématiquement choisi comme référence pour étayer la version officielle du « Génocide du Rwanda » est Leave None to Tell the Story : Genocide in Rwanda (Allison Des Forges et al., New York : Human Rights Watch, 1999). [7] La première fuite concernant l'existence de ce rapport de l'ONU fut publiée en France dans le journal Le Monde, par Christophe Châtelot, « L'acte d'accusation de dix ans de crimes au Congo RDC », Le Monde, 26 août 2010. [8] « Evaluation des crimes commis au Congo entre 1993 et 2003 », Réseau

Voltaire, 5 octobre 2010. Il est possible de télécharger le document intégral en français à la fin de l'article : République Démocratique du Congo, 1993-2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République Démocratique du Congo.[9] Nous tenons à souligner ici que, en dépit des fuites de ce rapport dans les médias et de sa très large circulation dont elles ont fait l'objet, nous ignorons totalement si son contenu subira des modifications avant sa publication officielle (prévue pour le 1er octobre 2010), et dans ce cas, quels pourront être l'ordre et l'ampleur de modifications.[10] « Congo butchery resembled Rwandan genocide : UN lawyer », par Judi Rever, Agence France Presse, 27 août 2010.[11] « Résumé de l'exposé du UNHCR [Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU Commission d'Experts », 11 octobre 1994.[12] Voir les parties concernant l'intervention de Robert Gersony, Haut Commissariat aux Réfugiés, ainsi que l'ordre de la Commission d'experts sur le Rwanda, exigeant par écrit de ces conclusions de Gersony, dans : « The Rwandan Patriotic Front's Bloody Record and the History of UN Cover-Ups » de Christopher Black, MRZine, 12 septembre 2010.[13] Mahmoud Kassem et al., Rapport du Panel d'Experts sur l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles et Autres Formes de Richesses en République Démocratique du Congo (S/2002/1146), Conseil de Sécurité des Nations Unies, octobre 2002.[14] Assistant de la secrétaire d'Etat US, Philip J. Crowley, « Daily Press Briefing », Département d'Etat US, 30 août 2010.[15] « Rwanda Pushes Back Against UN Genocide Charges », par Philip Gourevitch, The New Yorker Blog, 27 août 2010.[16] « U.N. Report on Congo Offers New View of Genocide Era », par Howard French, New York Times, 28 août 2010.[17] « Daily Press Briefing », par Philip Crowley, 9 août 2010.[18] Howard French, op. cit.[19] The Politics of Genocide, par Edward S. Herman et David Peterson (New York : Monthly Review Press, 2010), p. 51-68. Pour une version électronique de cette section de notre ouvrage, Cf. « Rwanda and the Democratic Republic of Congo in the Propaganda System », Monthly Review n°62, 1er mai 2010.[20] Le mythe du Front Patriotique Rwandais de Paul Kagamé mettant fin aux atrocités de masse de 1994 dites « Génocide du Rwanda » plutôt que donnant le coup d'envoi des massacres et y prenant part « voire les perpétrateurs » fut principalement propagé par l'ouvrage d'Alison Des Forges et al. : Leave None to Tell the Story : Genocide in Rwanda. « Le Front Patriotique Rwandais mit fin au génocide de 1994 en combattant victorieusement les autorités militaires et civiles responsables de la campagne de massacres » explique-t-elle dans le chapitre consacré au FPR. « Ses troupes rencontrèrent peu de résistance, sauf à Kigali, et elles écrasèrent les forces gouvernementales dans une série d'actions qui commencèrent début avril pour s'achever en juillet » (p. 692). Du début à la fin, le chapitre Forges et al. se réfère principalement au « Front Patriotique Rwandais » (pp. 692-735) n'a manifestement pas dit que la propagation du mythe qui a permis à Kagamé de justifier et maintenir sa dictature par la violence depuis 1994, et de blanchir officiellement les pillages et autres exactions qui ont suivi.[21] « Peter Erlinder Jailed by One of the Major Genocidaires of Our Era » Update », Edward S. Herman et David Peterson, MRZine, 17 juin 2010.[22] Affidavit of Michael Andrew Hourigan, Tribunal Pénal International pour le Rwanda, 27 novembre 2006. Pour d'autres sources traitant de la censure du mémorandum de Hourigan, Cf. ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali, par Robin Philpot (Les Intouchables), en particulier le chapitre 6, « On doit appeler ça un attentat planifié » ; voir aussi « Explosive Leave None to Tell the Story : Genocide », par Steven Edwards, National Post, 1er mars 2000 ; « Questions unanswered 10 years after Rwandan genocide », par Mark Colvin, Australian Broadcasting Corporation, 30 mars 2004 ; « Rwanda plane crash probe halted », par Mark Doyle, BBC News, 9 février 2007 ; « UN shut down Rwanda probe », par Nick Moore, 10 février 2007 ; ainsi que « Rwanda's Deadliest Secret : Who Shot Down President Habyarimana's Plane ? » de Tiphaine Dickson, Global Research.com, 24 novembre 2008.[23] Request for the Issuance of International Arrest Warrants, [Demande d'émission de mandats d'arrêts internationaux] Tribunal de Grande Instance de Paris, 17 novembre 2006, p. 12.[24] Ndt : Académie militaire qui forme au commandement et à la planification tactique les futurs stratèges des forces états-uniennes et alliées des USA.[25] Deux rapports antérieurs traitant de la manière dont les derniers représentants du gouvernement légitime d'Habyarimana furent renversés par le FPR de Paul Kagamé, en 1994, mentionnent ici : "Student of War Graduates on Battlefields of Rwanda," [« Un élève des écoles de guerre avale ses diplômes sur les champs de bataille du Rwanda »], de Steve Vogel, Washington Post, 25 août 1994 ; et "How Minority Tutsi Won the War" [Comment la minorité tutsie a gagné la guerre] de Raymond Bonner, New York Times, 6 septembre 1994.[26] « Clinton's Painful Words Of Sorrow and Chagrin », New York Times, 26 mars 1998.[27] Human Rights Abuses in Rwanda, par George E. Moose, Mémorandum d'Information au secrétaire d'Etat US, non daté, mais manifestement rédigé entre le 17 et le 20 septembre 1994. Ce document nous a été signalé par Peter Erlinder lui-même, directeur du Rwanda Documents Project au William Mitchell College of Law, St. Paul, Minnesota, ICTR Military-1 Exhibit, DNT 264.[28] « What Really Happened in Rwanda ? », par Christian Davenport et Allan C. Stam, Miller-McCune, 6 octobre 2009.[29] « Adam Jones on Rwanda and Genocide : A Reply », par Edward S. Herman et David Peterson, MRZine, 14 août 2010, en particulier le tableau reproduit sur cette page.[30] Davenport et Stam, op. cit.[31] Sur la base du tableau 4.2 : « Répartition (en %) de la population de nationalité rwandaise selon l'ethnie, la préfecture ou le lieu de résidence », publié à la p. 124 du Recensement général de la population et de l'habitat au 15 août 1991, Se National de Recensement, République Rwandaise. Le tableau 4.2 se composait par groupe ethnique la population nationale du Rwanda en 1991 et exprimait les résultats en pourcentages (présentés ici entre parenthèses). Partant de la population totale du Rwanda à l'époque (7 099 844 habitants) nous avons simplement calculé le total approximatif dans la seconde et la troisième colonne, pour les hutus et les tutsis. (ex : 7 099 844 x 8,4 % = 596 387 pour la population totale tutsie du Rwanda à l'époque du recensement de 1991). Ces chiffres restent bien évidemment des approximations.[32] Bien que nous ayons essayé de comparer en colonnes distinctes les twa et les autres groupes ethniques du tableau 4.2 de 1991, notre colonne des totaux inclut (sans les faire apparaître à part) les twa et les autres groupes ethniques.[33] La population totale de Kigali est distincte du total de la Préfecture de Kigali.